

Termes de référence : Consortium LEAP4Peace

Document de recherche sur le Burundi

1. Contexte de LEAP4Peace

Le [programme LEAP4Peace \(Women Leadership and Participation for Peace\)](#) est un consortium d'organisations du Burundi, de Colombie, du Myanmar, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Le consortium a été créé dans le but spécifique de promouvoir le rôle que jouent les femmes dans la construction de la paix et les processus politiques dans les trois pays cibles - le Burundi, la Colombie et le Myanmar - et de promouvoir ce rôle au niveau mondial.

Le consortium LEAP4Peace s'attaque à la sous-représentation structurelle des femmes dans la construction de la paix et la politique et soutient le leadership politique des femmes et leur participation aux processus de prise de décision. Le consortium a identifié quatre obstacles à une participation significative et à l'autonomisation des femmes dans la construction de la paix :

1. La persistance de structures de pouvoir patriarcales et d'exclusion qui reproduisent les normes sociales et perpétuent l'inégalité entre les hommes et les femmes.
2. L'ignorance, le manque de volonté et les obstacles intentionnels et non intentionnels auxquels se heurtent les femmes en ce qui concerne la participation politique et les processus de prise de décision.
3. Des cadres juridiques et politiques inadéquats et exclusifs dans les situations d'après-conflit.
4. La société civile a de moins en moins d'espace pour défendre l'égalité entre les hommes et les femmes.

LEAP4Peace reconnaît l'interconnexion de ces obstacles et l'importance de s'attaquer à chacun d'entre eux afin d'atteindre l'objectif stratégique du programme, à savoir créer un environnement propice à l'inclusion totale et significative des femmes dans les processus politiques et décisionnels afin de maintenir la paix au Burundi, en Colombie et au Myanmar.

Les deux objectifs à long terme du programme sont les suivants :

- La représentation significative des femmes dans les rôles décisionnels pour la consolidation de la paix.
- Un cadre politique favorable aux droits des femmes et à leur participation politique à la consolidation de la paix.

2. Contexte

Depuis l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies en 2000, l'importance de la participation des femmes à la consolidation de la paix a été reconnue et largement défendue. Cependant, dans la pratique, au cours des 20 dernières années, les femmes et les organisations de la société civile dirigées par des femmes n'ont pas été incluses dans les forums décisionnels de haut niveau et leur participation n'a pas été soutenue de manière significative par les acteurs internationaux et nationaux.

Dans le cadre de notre travail au sein du consortium LEAP4Peace, de nos recherches et de nos partenariats avec des organisations de la société civile au Myanmar, en Colombie et au Burundi, nous avons constaté l'existence d'un certain nombre d'obstacles à une participation significative et à l'autonomisation des femmes dans le domaine de la consolidation de la paix. Lorsque nous parlons d'obstacles, nous devons penser aux obstacles initiaux à la participation, mais aussi à ce qui se passe pour les femmes lorsqu'elles s'impliquent dans ces processus. Comme l'a démontré le premier produit de connaissance L4P " [Piliers pour la paix](#) ", il existe de multiples obstacles qui empêchent les femmes de participer en premier lieu, mais au-delà de cela, lorsque les femmes sont en mesure de participer à ces espaces, les systèmes et les structures de ces processus, ainsi que les pressions et les attentes sociétales plus larges, ne soutiennent pas leur participation. L'approche consistant à "ajouter des femmes et à remuer" les processus de paix existants et les activités de consolidation de la paix ne permettra pas d'obtenir une participation pleine, égale et significative des femmes à la prise de décision. Ces systèmes et structures doivent donc être transformés et des approches alternatives doivent être recherchées.

3. Objectif de la recherche et résultats

Cette consultance porte sur la recherche et la rédaction d'un document axé sur la participation des femmes aux processus de paix au Burundi, qui constituera une ressource utile à utiliser pour plaider auprès des décideurs et des gouvernements nationaux. Ce document viendra compléter des documents distincts qui seront produits sur la Colombie et le Myanmar, et tous trois seront présentés dans un document de niveau mondial qui rassemblera les conclusions des trois documents et mettra en évidence des exemples clés, pour le plaidoyer auprès des gouvernements nationaux et des institutions multilatérales.

Le document national couvrira le thème général et fournira des exemples pratiques pertinents de travaux liés à ce thème et au sous-thème spécifique (identifié ci-dessous). Le document utilisera les résultats des entretiens avec les informateurs clés et des discussions de groupe pour informer les processus de lobbying et de plaidoyer dans le pays.

Grâce à des recherches documentaires et à des consultations avec 8 à 10 parties prenantes, dont des femmes défenseurs des droits humains, des organisations de défense des droits des femmes, des organisations de la société civile, des femmes dirigeantes, des mouvements et réseaux de défense des droits des femmes et des femmes en politique au Burundi, les documents vont.. :

- Présenter le contexte de la paix, de la consolidation de la paix, des droits des femmes et des structures politiques au Burundi.
- Résumer brièvement le travail entrepris par les partenaires L4P (Burundi Leadership and Training Program) et les expériences de mise en œuvre du programme L4P par le BLTP.
- Partager les résultats des consultations et de la recherche documentaire
- Identifier les meilleures pratiques et les solutions innovantes dans les activités de consolidation de la paix au niveau local (y compris les liens avec la politique) et fournir des recommandations sur la façon de soutenir ces pratiques à travers au moins une étude de cas significative (ou plus).
- Inclure les perspectives des femmes qui construisent la paix et leurs réflexions et expériences sur les solutions et les approches qui fonctionnent pour améliorer la participation des femmes.
- Fournir une analyse des systèmes et structures actuels, tirer des leçons de ce qui fonctionne, y compris l'identification de points d'action tangibles pour la durabilité des résultats obtenus dans ces exemples spécifiques.

4. Thèmes

Le thème général du document mondial sera les **approches novatrices et transformatrices des systèmes et structures de consolidation de la paix, en mettant l'accent sur une approche ascendante de la part des femmes locales et communautaires chargées de la consolidation de la paix**, encadrée par le rôle des femmes défenseurs des droits de l'homme et des femmes dirigeantes politiques (à tous les niveaux).

Le document national du Burundi couvrira le thème général, avec un sous-thème connexe. Ce thème sera identifié et convenu entre le consultant, les responsables nationaux et les GAPS et pourra être clarifié à l'issue du processus de recherche. Le thème reflétera le travail effectué dans chaque pays, permettra de mettre en valeur des études de cas solides dans le document et complétera les thèmes des autres pays. Les questions pour les entretiens avec les informateurs clés et les discussions de groupe porteront sur le thème général et seront suivies de questions plus spécifiques pour faire ressortir les résultats.

Les sous-thèmes proposés pour chaque pays sont les suivants (à confirmer) :

- **Burundi : des réseaux populaires multipartites qui ont réussi à modifier la législation au Burundi.**
- Colombie : s'engager dans le processus du PAN 1325, violence à l'encontre des femmes
- Myanmar (NIMD et GEN) : protection et autonomisation des femmes défenseurs des droits de l'homme, création de réseaux de femmes au niveau local et mise en relation des réseaux de femmes avec les réseaux mondiaux.

Le document global s'appuiera sur le contenu des documents nationaux pour rassembler les résultats sur le thème général et utilisera les résultats de chaque pays comme exemples tangibles pour illustrer ces résultats, afin que le document soit utilisé efficacement par le secteur international des SPM dans sa politique et sa programmation.

5. Projet de structure

Le document comprendra 4 à 6 pages et inclura une introduction, une présentation du contexte et du projet, des études de cas et des exemples de bonnes pratiques, les résultats et l'analyse des consultations, ainsi que les leçons tirées de l'expérience. Une suggestion de structure est présentée ci-dessous.

1. Introduction
 - a. Contexte national : histoire de la paix et des structures politiques/possibilités de participation des femmes à la paix et aux structures politiques
 - b. Bref résumé des travaux menés dans le cadre du consortium LEAP4Peace
2. Résultats et analyse des consultations : mise en évidence des voix/perspectives des femmes sur les meilleures pratiques
3. Enseignements tirés des résultats et recommandations/points d'action tangibles basés sur des études de cas
4. Brève description de la méthodologie, de la bibliographie et des sources

6. Méthodologie et responsabilités

Le consortium LEAP4Peace passera un contrat avec un consultant indépendant qui entreprendra la recherche et la rédaction du rapport. Le travail et les attributions du consultant refléteront le contenu du document des termes de référence.

Le consultant aura une expérience de la recherche et de l'analyse politique au Burundi, avec une expérience ou un intérêt pour les droits des femmes, l'égalité des sexes, les conflits et/ou la politique.

Le consultant entreprendra des recherches documentaires afin d'obtenir une vue d'ensemble du contexte national et un examen de la participation des femmes aux structures politiques et de paix au Burundi.

Ils consulteront 8 à 10 parties prenantes par le biais d'entretiens avec des informateurs clés ou de discussions de groupe. Le consultant établira une liste des parties prenantes potentielles à consulter, qui bénéficiera de l'apport du partenaire L4P et des GAPS, afin de s'assurer que la liste est réalisable et couvre l'éventail des parties prenantes discutées dans les sections "Objectif" et "Principes de recherche" de ces termes de référence. La liste finale des parties prenantes sera approuvée et communiquée en annexe. Le consultant réalisera les entretiens avec les informateurs clés et/ou les groupes de discussion avec les parties prenantes identifiées et suivra les conseils appropriés en matière de consentement, d'anonymat et de confidentialité, le cas échéant.

Le GAPS et les partenaires L4P rédigeront une liste de questions directrices pour les consultations qui comprendront des questions pertinentes pour tous les pays et spécifiques au Burundi. Le consultant peut les modifier ou ajouter des questions en fonction de son expérience et de sa compréhension du contexte. Les questions finales seront approuvées et partagées en annexe.

Le consultant rédigera les résultats de ses recherches dans un document. Le consultant produira un document de haute qualité, en suivant la structure du projet définie dans les termes de référence, et en citant les sources. Ce document comprendra une analyse des résultats et des recommandations à l'intention des publics visés, comme indiqué dans les termes de référence. Le document sera rédigé en anglais ou en français et sera traduit dans les trois langues du consortium L4P (anglais, français et espagnol) pour le produit final.

Toutes les parties prenantes consultées dans le cadre de la recherche auront la possibilité d'examiner les documents finaux et de participer à une réunion de validation avant la publication du rapport, afin de s'assurer qu'il reflète leur contribution.

Le consultant rendra compte au partenaire L4P ou au GAPS et tiendra un registre des heures et des jours de travail. Le consultant travaillera en étroite collaboration avec le point focal désigné afin de déterminer le contenu, la structure et la mise en œuvre de la recherche. Le GAPS peut contribuer à la révision et à l'édition du document à tous les stades. Le consultant informera l'équipe L4P de tout retard ou problème susceptible d'affecter l'achèvement, la qualité ou l'objectif de la mission ou de violer les termes du cahier des charges.

7. Principes de la recherche

Toute recherche entreprise suivra les conseils de l'outil Beyond Consultations produit par GAPS (<https://beyondconsultations.org/>), qui est disponible en anglais, en espagnol et en français.

Dans la mesure du possible, les informateurs clés couvriront un éventail de milieux, notamment des femmes politiques, des femmes dirigeantes, des femmes défenseurs des droits de l'homme, des femmes bâtisseuses de paix, des femmes appartenant à des organisations de défense des droits de la femme ou à des organisations de la société civile dirigées par des femmes, des mouvements de femmes et des réseaux de femmes. Le groupe d'informateurs clés devrait également être intentionnellement intersectionnel, afin de représenter un groupe diversifié de femmes avec une variété d'identités croisées, y compris, mais sans s'y limiter : l'âge, la classe, le handicap, la religion, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance ethnique, la région du pays.

Le plein consentement des participants sera explicitement demandé et enregistré. Tous les participants auront la possibilité d'examiner les documents et de participer à des ateliers de validation avant la publication du document afin de s'assurer qu'ils en sont satisfaits et qu'ils comprennent les plans de diffusion.

8. Validation et diffusion

La validation et l'examen se feront d'abord avec les partenaires du consortium LEAP4Peace - le projet de rapport leur sera communiqué et ils seront invités à faire part de leurs réactions et de leurs commentaires avant que le consultant ne procède à la révision finale. Après le partage de la version finale, le document sera partagé avec toutes les parties prenantes et les participants à la recherche par le biais d'ateliers de validation afin de s'assurer que leurs contributions ont été correctement représentées.

Le document sera ensuite diffusé lors d'événements ciblant le public visé au Burundi. Les trois documents nationaux seront également diffusés parallèlement au rapport global lors d'événements nationaux et internationaux axés sur le rapport global. Le plan de diffusion sera développé par les partenaires L4P.

9. Calendrier prévu

Non	Activité	Date limite	Plomb
1	Recrutement d'un consultant	26 th Janvier	Partenaires GAPS et L4P
2	Recherche documentaire	9 th Février	Consultant
3	Collecte d'études de cas et entretiens avec des informateurs clés/discussions avec des groupes de discussion	23 rd Février	Consultant
4	Présentation du premier projet de rapport	8 th Mars	Consultant
5	Retour d'information avec commentaires sur le premier projet	22 nd Mars	Partenaires GAPS et L4P
6	Révision de l'avant-projet ; soumission du projet final	8 th Avril	Consultant
7	Processus de validation	26 th Apr	GAPS
8	Relecture, traduction et conception	3 rd Mai	Externe
9	Publication de documents mondiaux et nationaux	3 rd Juin	Tous

10. Budget

Le budget pour le travail détaillé dans ce document à entreprendre par le consultant ne dépassera pas 3000 euros (environ 10 jours au total). Ce montant couvrira les frais du consultant, les déplacements locaux et les frais accessoires.

Tous les autres coûts (traductions, conception, diffusion) seront couverts séparément par le consortium LEAP4Peace.

11. Application

Compte tenu de l'étendue du travail détaillé ci-dessus et des compétences requises, si vous êtes intéressé(e) par ce travail, veuillez soumettre un paragraphe d'accompagnement concis, décrivant les compétences et expériences pertinentes, ainsi que votre CV, à Sangeetha

Navaratnam-Blair à GAPS (sangeetha.navaratnam-blair@gaps-uk.org) **avant 09.00 GMT le lundi 22nd janvier 2024.**

Les candidatures seront examinées au fur et à mesure. Les candidatures anticipées sont encouragées.

Nous acceptons les candidatures en anglais, en espagnol ou en français.